



Allianz von Humanisten  
Atheisten & Agnostiker

## « *Ce qu'on tolère devient intolérable ...* »

**Carte blanche de Jean-Paul Lickes dans Paperjam**

9.1.2016

*«Ce qu'on tolère devient intolérable; incorrigible ce qu'on ne corrige pas», disait Alfred de Musset. Jean-Paul Lickes, pour Aha, revient sur le silence des autorités face aux actes de répression dans des pays tels que l'Arabie saoudite.*

Récemment, le poète Ashraf Fayadh a été condamné à mort par une cour en Arabie saoudite pour avoir renoncé à l'Islam et prôné l'athéisme à travers ses recueils de poèmes. Ceci est le deuxième cas médiatisé de la sorte, après celui de Raif Badawi, condamné à 1000 coups de fouet pour avoir critiqué sur son blog la police religieuse et certains édits islamiques dans le même pays et en même temps mis sur la table la question de la laïcité et de la liberté d'expression.

Ces convictions en justice trouvent leur base dans un nombre de lois datant de 2014 déjà, déclarant tous les athées comme des terroristes et permettant ainsi de leur infliger des peines sévères allant jusqu'à la peine de mort.

En tant qu'association représentative des personnes non-religieuses, l'Alliance des humanistes, athées et agnostiques du Luxembourg (AHA) se pose certaines questions quant à l'attitude de nos responsables politiques actuels et surtout ceux ayant initié un lien direct entre notre économie et celle des pays de la péninsule arabique, envers de telles pratiques. En effet, il est du devoir d'un gouvernement démocratique de reconsidérer les relations qu'il entretient avec des pays aussi peu en phase, voire en violation directe avec les principes fondamentaux qui sont à la base de l'Union européenne et de la déclaration des droits de l'homme des Nations Unies.

Néanmoins, vu l'absence de réaction de la part de l'Union européenne - dont le Luxembourg a assuré la présidence lors du deuxième semestre de 2015 - en ce qui concerne les cas précités, AHA aimerait par ailleurs savoir comment l'Union européenne en général et le gouvernement luxembourgeois en particulier envisagent de contrecarrer la discrimination de plus en plus visible des personnes non-croyantes et la suppression de leur liberté d'opinion et d'expression. Des compromis velléitaires et la mise en veille de nos principes de base pour des raisons économiques représentent une attitude des plus déplorables et de surcroît inacceptable à nos yeux.

Par ailleurs, AHA constate le silence notable et persistant de la part des associations religieuses monothéistes de notre pays à ce sujet, en particulier de la Shoura, aspirant



Allianz von Humanisten  
Atheisten & Agnostiker

actuellement à un conventionnement avec l'État luxembourgeois. Nous sommes d'avis que la moindre déontologie consisterait à exprimer clairement leur désaccord fondamental avec la position de pays comme l'Arabie saoudite. Mais nous risquons malheureusement tous d'attendre longtemps. En effet, le passé a lors de multiples reprises montré, que les appels des religions monothéistes s'adressent surtout à se respecter mutuellement entre fidèles, les non-croyants étant carrément considérés comme personnages de seconde classe et de moindre valeur.

Ce dénigrement constant des personnes non-religieuses, allant jusqu'à leur renier tout comportement éthique, devrait faire réfléchir nos responsables politiques, qui basent le financement futur des cultes au respect scrupuleux des principes démocratiques de base de notre société. Nous trouvons en tout cas que le mutisme de plomb sur des sujets d'actualité aussi délicats que ceux mentionnés ci-dessus ainsi que la ségrégation prônée par les religions, qui distingue entre gens religieux d'une part et gens non-religieux (athées ou agnostiques) d'autre part, est malsain pour une société qui se veut moderne et éclairée.

*Allianz von Humanisten, Atheisten an Agnostiker Lëtzebuerg a.s.b.l. (AHA), [www.aha.lu](http://www.aha.lu)*

*Membre International Humanist and Ethical Union (IHEU)*

*Membre European Humanist Federation (EHF)*

*Membre Alliance for a Secular Europe*

*Membre Cercle de Coopération des Associations laïques (CCAL)*